

## StJames, Louise (PHAC/ASPC)

---

**De :** Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)  
**Envoyé :** 2020-03-23 6:01 PM  
**À :** Cluney, Craig (PHAC/ASPC); StJames, Louise (PHAC/ASPC); Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC); Gargum, Taha (PHAC/ASPC); Frost, Evan (PHAC/ASPC); Osei, Peggy (PHAC/ASPC); Novak, Krystal (PHAC/ASPC); Beaudoin, John (PHAC/ASPC)  
**Objet :** Résumé de la séance d'information quotidienne à l'intention des parlementaires : 23 mars 2020

Bonjour à tous,

La séance d'information à l'intention des parlementaires sur la COVID-19 a été menée aujourd'hui par le Dr Njoo, aux côtés de représentants d'AMC, SP, ASFC, SAC, SC, ISDE, AgCan, IRCC et EDSC. Le Dr Njoo a commencé par une brève mise à jour concernant la santé publique. Au niveau mondial, il y a 340 000 cas dans 189 pays à ce jour. À midi en ce jour, il y a 1 474 cas et 20 décès au Canada. 100 000 personnes ont été dépistées.

Nombre final de participants à l'appel : 226

Nombre de questions restées sans réponse : 2

Les questions posées par les parlementaires incluent ;

- Député Mike Lake (PCC, Edmonton-Wetaskiwin) : Le 12 mars, une personne infectée par la COVID-19 a rencontré 20 députés. J'ai eu une légère toux et une légère fièvre, il m'a été suggéré de me faire dépister, mais on ne m'a pas encore appelé pour faire le test. Cela semble étrange que 20 députés ayant été exposés à la COVID-19 ne soient pas dépistés. Étant donné que cela semble inquiétant, combien de personnes au Canada devraient être dépistées et ne l'ont pas encore été ? Combien de temps cela prend-il pour recevoir les résultats ?
  - o Dr Njoo : Le dépistage relève de l'autorité provinciale, l'Alberta devrait se charger des dépistages dans ce cas. Je ne peux pas parler des pratiques de dépistage dans les provinces ; des responsables de la santé publique à travers tout le pays se sont mis d'accord sur une approche commune de dépistage, mais il y a de nombreux facteurs à prendre en compte en ce qui concerne l'exposition au virus. Je conseillerais de transmettre la question aux responsables locaux de la santé publique.
  - o Quant aux besoins de dépistage au Canada, ils s'appuient sur les symptômes de la personne, ainsi que sur des facteurs tels que le voyage ou le travail. Le régime de dépistage au Canada fonctionne très bien. On dépiste 2 060 personnes par million ici, au Canada. Plus de 102 000 tests ont été réalisés, dont les résultats sont disponibles. Cela fait plus de 100 000 tests négatifs. Si un échantillon est envoyé au LNM, le délai de réponse est d'un jour pour le dépistage.
- Député Scott Davidson (PCC ; York – Simcoe) : Les services d'incendie dans ma circonscription ont des EPI pour encore 2 jours environ, y a-t-il une personne-ressource au niveau fédéral qui peut intervenir pour la distribution de plus d'EPI ? Fait-on un décompte de tous les EPI disponibles dans le pays ?
  - o Dr Njoo : Le gouvernement provincial est chargé de distribuer les EPI de manière appropriée. Le gouvernement fédéral ne s'occupe que de l'approvisionnement. Nous contacterons la province pour voir s'il existe un numéro que les chefs des pompiers peuvent appeler pour demander plus d'EPI.
- Sénatrice Yonah Martin (PCC) : Il y a 7 enfants en Haïti qui font partie d'une procédure d'adoption de 5 ans. Il y a un vol au départ de Montréal le 29 mars, mais ils ne sont pas enregistrés comme des Canadiens à l'étranger. L'ambassade canadienne en Haïti peut-elle affirmer être au courant de la situation de ces enfants, et s'il y a quelqu'un qui suit leur dossier ? Une personne de l'ambassade accompagnerait-elle les enfants sur le vol ?
  - o Dr Njoo : Il faudrait peut-être en parler hors ligne.
  - o AMC : Il semble que les procédures de demande de citoyenneté et d'adoption ne soient pas finalisées, et il s'agit d'une responsabilité d'IRCC, mais il est important de s'assurer que les procédures adéquates soient suivies.
- Député Mark Dalton (PCC ; Pitt Meadows – Maple Ridge) : Ces appels peuvent-ils être transcrits et envoyés aux députés et personnes-ressources qui ne sont pas en ligne ? Que fait-on en ce qui concerne les prestations de congé de maternité pour les femmes à qui l'on a dit de rester chez elles, puisqu'il se peut qu'elles n'aient pas travaillé assez d'heures pour avoir droit au congé de maternité ? Quels sont les programmes offerts aux mères actuellement en congé de maternité ?
  - o EDSC : La prestation canadienne d'urgence versera 950 \$ toutes les deux semaines ; si quelqu'un a été affecté par la COVID, alors il sera admissible. Le congé de maternité / paternité serait couvert par ces nouveaux programmes.

- Sénateur Mike Duffy (GSI) : J'ai reçu un appel d'une famille qui vit sur l'Î.-P.-É. et qui a de la famille dans des groupes de missionnaires au Honduras. Y aura-t-il des vols de rapatriement pour les Canadiens qui s'y trouvent en mission humanitaire ?
  - o AMC : Nous tentons d'organiser deux vols vers le Honduras dans les prochains jours, pourvu qu'ils soient enregistrés sur la liste des Canadiens à l'étranger. Cela s'applique à tous les citoyens et résidents permanents canadiens.
- Sénatrice Mary Jane McCallum (GSI) : On entend dire que le gouvernement fédéral va allouer plus d'argent pour les personnes sans-abris à Winnipeg, où 70 % des sans-abri sont autochtones. Le gouvernement peut-il le confirmer ?
  - o EDSC : Il y a l'initiative Vers un chez-soi pour soutenir les personnes sans-abris, mais il n'y a pas beaucoup de détails à ce sujet pour l'instant. Il existe d'autres aides, par exemple 50 millions pour les refuges pour femmes, et d'autres programmes qui ciblent en particulier certaines populations vulnérables.
- Députée Laural Collins (NPD ; Victoria) : Concernant le prêt de 5 000 de dollars offerts aux Canadiens à l'étranger, est-il sans intérêts et peut-il être contracté après coup ? Les efforts de rapatriement incluent-ils les résidents permanents ? Quelles sont les aides proposées aux RP présents sur le sol canadien ?
  - o AMC : Les fonds d'urgence sont destinés aux Canadiens à l'étranger et, pour le moment, ne sont plus accessibles une fois que ces personnes sont rentrées au Canada. La période sans intérêts est de 180 jours. Concernant les résidents permanents et les vols, la priorité est donnée aux citoyens canadiens, à moins que le RP ne fasse partie d'un groupe familial. Ils embarqueront seulement s'il y a de la place disponible, mais il n'y a aucune garantie.
  - o EDSC : Les prestations de l'AE pour les RP sont conditionnées par le travail ; s'ils ont eu des revenus l'année dernière, alors ils devraient les recevoir.
- Député Kelly McCauley (PCC ; Edmonton-Ouest) : Que fait le gouvernement pour accélérer le processus d'acquisition de fournitures médicales et de respirateurs supplémentaires ?
  - o Dr Njoo : Nous examinons les besoins des provinces pour préparer une commande d'achat en gros de fournitures médicales nécessaires dès que possible. Les choses se font beaucoup plus rapidement à l'échelle du gouvernement.
- MP Paul Manly (GP ; Nanaimo-Ladysmith) : La pension de la Sécurité de la vieillesse sera-t-elle augmentée ? Les mesures actuelles sont destinées aux familles, mais y a-t-il des plans spécifiques pour les aînés ?
  - o EDSC : Rien entendu à ce jour sur ce sujet en particulier, mais nous contacterons des collègues qui travaillent sur la SV.
- Députée Iqra Khalid (PLC ; Mississauga – Erin Mills) : Y a-t-il des conseils pour les parlementaires pour nous assurer de diffuser des informations positives et ne pas provoquer de panique ? Que fait-on pour lutter contre les fausses nouvelles ?
  - o Dr Njoo : Il y a eu beaucoup de désinformation jusqu'à maintenant, mais dirigez les gens vers des sites crédibles pour obtenir des informations sur la situation au Canada. Probablement sur le site Web du CDC aux États-Unis, ou le site de l'OMS. Au Canada par exemple, des sites Web comme Facebook dirigent les utilisateurs vers le site Web de l'ASPC. Les agences de sécurité prennent cette menace très au sérieux.
  - o ASFC : Le service d'information sur la frontière constitue une source où l'on peut obtenir des faits clairs sur les mesures à la frontière et les exclusions.
- Sénateur Peter Boehm (GSI) : Des décisions ont-elles été prises pour mettre fin aux missions à l'étranger, ou pour rapatrier le personnel non essentiel ? Les oblige-t-on à s'auto-isoler ?
  - o Le personnel non essentiel est évacué et est placé en auto-isollement, mais les ambassades sont toujours opérationnelles et il n'est pas prévu de mettre fin à des missions.
- Député Luc Thériault (BQ ; Montcalm) : Que font les étudiants qui n'ont pas travaillé assez d'heures pour être admissibles à l'AE, pour obtenir de l'aide ?
  - o EDSC : Tant qu'ils ont gagné plus de 5 000 \$ par an, ils sont admissibles.
- Richard Cannings (NPD ; Okanagan-Sud – Kootenay-Ouest) : Quelles sont les dernières nouvelles concernant le programme des travailleurs saisonniers ? Y a-t-il encore des vols au départ du Mexique ?
  - o AgCa : Les travailleurs saisonniers et agricoles seront autorisés à entrer au Canada. Nous avons travaillé avec les ministères pour coordonner la manière dont cela sera mis en place exactement, et nous aurons bientôt plus d'informations.
- Député Gord Johns (NPD ; Courtenay-Alberni) : Le personnel qui travaille pour la GRC et les travailleurs postaux ne reçoivent pas d'EPI approprié. Les travailleurs qui n'ont plus de revenus s'inquiètent beaucoup de savoir comment ils vont subvenir à leurs besoins.

- EDSC : Les gens recevront 950 \$ par mois, tant qu'ils ont gagné au moins 5 000 \$ par mois [sic: par an]. Cette somme sera versée en avril, pour les personnes qui ont été touchées sans qu'il y ait eu faute de leur part.
- Dr Njoo : Les travailleurs fédéraux ont mis en place diverses directives pour les travailleurs. Concernant les travailleurs postaux, je ne suis pas certain quel est le risque pour les travailleurs qui manipulent des colis. Les livreurs ne risquent rien puisqu'il ne devrait pas y avoir d'interaction avec quelqu'un en auto-isolément. La GRC devrait avoir l'équipement approprié pour la situation appropriée, notamment en leur qualité de premiers intervenants.
- Députée Carol Hughes (NPD ; Algoma – Manitoulin – Kapuskasing) : Si quelqu'un a perdu son emploi ou a été mis à pied à cause de la COVID, devra-t-il attendre la période de carence d'une semaine et attendre 28 jours pour recevoir son aide ? Pouvez-vous donner plus de détails à ce sujet ? Pouvons-nous avoir une liste des représentants à qui nous pouvons poser des questions spécifiques ? Y a-t-il un moyen de joindre les appels fédéraux avec les populations autochtones vulnérables ?
  - EDSC : Toute personne s'occupant d'une personne atteinte de la COVID ou qui est en quarantaine est couverte. La prestation couvre toute personne affectée de manière générale par la COVID-19, et a une grande portée. Il y a certaines difficultés à traiter ces nouvelles demandes et nous nous penchons là-dessus.
  - SAC : Il y a des appels quotidiens avec les communautés régionales et les dirigeants régionaux. C'est un sujet sensible, et les capacités de téléconférence sont limitées, donc nous ne les avons pas ouverts aux observateurs afin de respecter la relation directe. Nous sommes conscients des communautés exposées au risque d'inondation.

***Veillez noter que ce rapport est un document de travail, réservé à l'usage interne de l'ASPC. Si vous avez des questions ou commentaires, veuillez me le faire savoir.***

Cordialement,

Spencer Brickles  
 Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning  
 Public Health Agency of Canada / Government of Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaire, Bureau des politiques et de la planification stratégiques  
 Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) / Tél: 343 543-3102